



ECONOMIE GENERALE DE LA VISION DU MAP POUR LE PROJET DES ETATS-UNIS D'AFRIQUE. PAR LE PROFESSEUR GREGOIRE BIYOGO, POLITOLOGUE, PRESIDENT DU MAP-FRANCE.

1-Ce qui caractérise la grandeur d'un projet et sa singularité, c'est la clarté, la justice et la vérité qui le sous-tendent. Ensuite, la force de sa visée progressiste et émancipatoire, autrement dit sa capacité à transformer profondément le destin économique, politique et social d'un continent, et de fait, celui de l'humanité.

2-Le Mouvement d'action panafricain (MAP), en tant qu'il se présente comme l'un des derniers grands mouvements panafricanistes, né au lendemain des Guerres de Côte d'Ivoire, de Libye et à l'orée du Printemps arabe, a pour ambition de conduire le continent africain vers la phase décisive de son unité historique, de son Développement économique et de sa souveraineté politique et géostratégique.

3-Ces trois étapes lui font encore largement défaut, car l'Afrique actuelle est divisée plutôt qu'unie, non émancipé économiquement en dépit des richesses astronomiques dont elle regorge, et dépourvue de souveraineté politique, en dépit de son aspiration à une véritable indépendance antérieure à 1960.

4-Pour atteindre ses objectifs, le MAP entend dégager une nouvelle Vision des Relations internationales et du Développement (I) et de l'Economie-monde (II) et Etats-Unis d'Afrique et

Vivre-ensemble planétaire (III). Il ne s'arrête pas sur la critique dominante et par endroits fondée de la stagnation des Etats africains, ni même sur celle de l'interventionnisme économique et militaire des Etats euro-américains et asiatiques en Afrique. Mais considère l'ensemble des régimes au pouvoir en Afrique ainsi que leurs partenaires extérieurs comme un Acquis qu'il convient d'améliorer, de fructifier, sur la base du multilatéralisme normatif. C'est donc au moyen de la théorie générale de la Norme qu'il entend opérer une rupture, une déconstruction de la politique des Relations internationales. Aussi le MAP adopte-t-il délibérément le Discours d'une coopération normative, qui s'appuie sur les règles, sur l'obligation de résultat et sur le bénéfice des échanges internationaux ou sous régionaux fondés sur des normes objectives, performantes et complémentaires.

I. LES RELATIONS INTERNATIONALES

1-Après la décrispation des Relations Est-Ouest, le monde s'est mis à rêver d'un Nouvel Ordre International (NOI) où il y aurait plus de justice, d'attachement au droit international, à la démocratie libérale, à la solidarité des Etats. Ce Nouvel Ordre que le monde était en droit d'attendre n'est pourtant pas advenu. Pas même entre les pays euro-américains et asiatiques d'une part et ceux du continent africain de l'autre, qui après les Conférences nationales de 1990, et la capitulation subséquente des partis uniques, avec leur réflexe de musellement de la presse et de la sphère politique d'opposition, appelaient une autre forme de gouvernance et de coopération qui fussent normatives, plus ouvertes à des élections libres, avec des économies souveraines, et un type de développement multilatéral... L'Afrique est restée essentiellement le continent du partage selon le schéma de 1885, un continent totalisé par des tensions et déchiré par des conflits, avec des échanges extérieurs ne débouchant jamais sur le règlement pacifique des conflits internes, ni sur le co-développement du continent, et moins encore sur la souveraineté politique.

2-Or, ce que l'on attend des Relations entre l'Afrique et ses partenaires historiques (anciens et nouveaux), ce sont des échanges pragmatiques, débouchant sur une véritable rentabilité continentale, en tirant bénéfice du sous-sol éminemment riche du bassin de ces anciennes régions historiques gorgées de pétrole, et de richesses multiformes, en explorant autrement l'écho-système, pour sortir les populations du marasme économique actuel, du mal-développement, et pour faciliter le transfert des technologies, et l'auto-exploitation des matières premières endogènes.

3-Les Relations internationales caractérisées par des échanges disproportionnés, heurtés, soldés par des mauvais choix de développement (PAS, Menace d'une Seconde Dévaluation du franc CFA inopportune, obstructionnisme forcené de la Françafrique), gagnent largement à se normaliser, en recherchant des solutions autrement plus efficaces, pacifiques, durables et pour le moins bénéfiques au continent, pour le dégager de son instabilité et de sa double marginalité économique et politique actuelle. Or, cette exclusion, et cette instabilité, propres au schéma de

l'ancien modèle unilatéral des Relations internationales, apparaît comme obsolète, et un obstacle dans le schéma actuel d'aspiration par l'Afrique à un Nouvel Ordre International (NOI) selon le prisme de l'interdépendance et de la mondialisation économique, postulation qui achoppe encore à la résistance d'une tendance à l'unilatéralisme dans les Relations internationales.

II- POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ECONOMIE-MONDE

1-L'Economie-monde est le rêve de la fin du XXème siècle, avec pour théorie ce que l'on a appelé l'effet papillon, qui repose sur l'idée qu'un Acte posé par un Etat (e) de la planète peut avoir des conséquences immédiates sur un pays (p). Les échanges économiques sont donc devenus globaux, et supposent une plus grande attention à notre relation générale et commune aux autres, aux espèces, à la Planète - à la Terre – et à l'usage de l'armement nucléaire, à l'équilibre économique des grands blocs, à notre gestion des problèmes liés aux Droits de l'homme, à la paix, à la démocratie, à la coopération économique, à la justice internationale (CPI)...

2-Or, là aussi, il est apparu que le projet d'habiter la Terre comme si elle nous appartenait tous en propre, et de faire des échanges multilatéraux achoppent encore à un mode de gestion vétuste de l'économie internationale, avec une pratique des barrières douanières sévères en matière de commerce international, un usage sectaire de régulation de la monnaie et de la finance entre les seuls grands blocs américain, européen et asiatique... L'Afrique, sous le régime misérable du Franc CFA, est complètement exclue de l'économie-monde, qui vit en dessous du seuil de compétition internationale, et hors du principe de convergence des économies de marché. Or, continuer d'exclure l'Afrique de cette dynamique, en le reléguant à une zone faible de consommation et non d'initiative économique, c'est aussi appauvrir l'économie-monde et maintenir une philosophie mondiale des échanges pauvre, inégalitaire et hiérarchisante.

3-Aussi le MAP, soucieux de faire de l'Afrique un Bloc économique, qui reprendrait l'initiative économique, aux fins de l'engager dans le processus d'un véritable échange « gagnant-gagnant » avec les trois autres grands blocs économiques actuels, a fait le choix d'unir l'ensemble du continent africain, pour le constituer comme une terre économique fiable, capable de se développer et d'échanger avec ses propres Etats-nations, redevenus un marché puissant et stable.

III-LA VISION DES ETAT-UNIS D'AFRIQUE ET DU VIVRE-ENSEMBLE PLANETAIRE

1-La lecture politique du MAP prend en compte la vision des pères fondateurs du panafricanisme, allant du panafricanisme afro-américain et anglais (Henry Sylvester-Williams,

William E. Burghart Dubois, Marcus Garvey, Georges Padmore...), jusqu'au panafricanisme africain, qui culmine avec la vision des Etats-Unis d'Afrique, laquelle est l'aboutissement d'un processus évolutif et normatif : avec la redécouverte de son unité culturelle, historique et politique, comme base de la confédération des Etats-nations (Cheikh Anta Diop), laquelle confédération s'ouvrira à son tour sur leur fédération (Kwame Nkrumah, Alioune Diop, Cheikh Anta Diop...), avec l'opération d'un transfert graduel de la souveraineté des Etats-nations sur la souveraineté de l'Etat fédéral et la mise en place d'un Gouvernement fédéral, libéré des dispositions contraignantes des Accords de coopération, lesquelles seraient alors à déconstruire (Grégoire Biyogo). Ceci passe par la création d'un ensemble d'institutions nouvelles fondatrices de l'Etat fédéral (Constitution, Gouvernement fédéral, Cour pénale, Banque, principe de convergence des économies nationales, convergence de la fiscalité, de la politique étrangère continentale et de la Défense fédérale, avec la théorie des Etats moteurs poussant les autres Etats).

2-Le vivre-ensemble planétaire est un projet avorté, un rêve inachevé, une réalité encore brisée dès son éclosion même, à partir du moment où les instances internationales n'intègrent pas le principe de l'élargissement de la représentation de l'ensemble des pays de la planète, notamment ceux du Sud dans les organismes monétaires (FMI). Ainsi de l'ONU, sans l'Afrique, une Afrique toujours confinée à soutenir paresseusement la position parfois arbitraire des grandes puissances siégeant sans partage au Conseil de Sécurité... D'où le travail actuel d'interpellation du MAP au sujet de la théorie des équilibres par le développement multilatéral et équitable de la planète. Ainsi donc, le MAP entend-il rééquilibrer les pôles de décision économiques, politiques et industrielles entre les pays et les continents, en faisant de l'Afrique un grand bloc politique, avec une Voix qui puisse compter et peser au concert des Nations, et apporter sa contribution diplomatique, son choix écologique, son regard attentif à l'altérité, sa différence critique, son partenariat normatif.

3-Aider à recréer la visibilité et la présence du continent africain, c'est aussi contribuer à impulser des rapports véritables d'interactivité à notre monde lui-même, en lui redonnant les moyens de récuser les velléités stupéfiantes d'exclusion qui enserrant encore ses usages des relations internationales et contribuer à mieux rationaliser le vivre-ensemble planétaire, à mieux l'équilibrer. Cela passe par une Afrique libre, économiquement fiable, politiquement unie, avec des partenaires acquis aux impératifs du multilatéralisme de l'économie-monde, avec une Afrique compétitive aspirant de plus en plus à la complémentarité, à la souveraineté et aux échanges pacifiques.

Professeur Grégoire Biyogo, politologue, Laboratoire de Logiques contemporaines de l'Université de Paris VIII.

Paris, le 13 décembre 2011.

{jacomment on}